



Turquie : les ravages de la course à la construction

Alors que les Turcs se rendent aux urnes pour élire leur président les 14 et 28 mai, le lourd bilan du séisme de février a mis à jour un système clientéliste, au cœur duquel se trouvent des promoteurs immobiliers.

Par Aude Martin



Experts britanniques dans l'investigation sismique à Hatay, le 14 mars. Vingt ans de corruption et de laisser-faire expliquent le lourd bilan humain et matériel des séismes du 6 et 7 février dernier.

© SIMON TOWNSLEY - PANOS/REA

Le 6 février, d'abord dans la nuit puis dans l'après-midi, deux séismes de magnitude supérieure à 7 sur l'échelle de Richter ont frappé le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, le long de la faille est-anatolienne. Les séismes sont fréquents dans cette région du monde, mais ceux-là ont surpris par leur ampleur. 46 000 personnes auraient perdu la vie en Turquie, 6 000 en Syrie.

Dans la foulée, les autorités turques ont arrêté plusieurs promoteurs immobiliers, dont certains tentaient de fuir à l'étranger après l'effondrement, comme des châteaux de cartes, de leurs ouvrages, dont la résistance aux séismes était pourtant vantée. Plus d'une centaine d'enquêtes ont été lancées contre des promoteurs, soupçonnés d'avoir transigé sur les normes sismiques dans ce pays pourtant traversé par deux failles. Les manquements suspectés sont multiples.

FRAUDE SYSTÉMIQUE

« On parle de tromperies sur la qualité des matériaux comme le béton ou l'acier, d'interventions non autorisées sur la structure du bâtiment après sa construction pour supprimer, par exemple, une colonne porteuse afin d'agrandir un local commercial au rez-de-chaussée, ou encore du manque de prise en compte de la nature des sols », liste entre autres Yoann Morvan, anthropologue urbain (CNRS) et chercheur au Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire d'Aix-Marseille.

Plus que les séismes en eux-mêmes, ce sont souvent les bâtiments qui tuent. Et, par voie de conséquence, leurs constructeurs. « Les malfaçons constatées dans la construction turque ne sont pas l'apanage de quelques entreprises ou individus. La fraude est systémique, affirme Jean-François Pérouse, géographe et ancien directeur de l'Institut français d'études

anatoliennes. Elle est à la fois symptomatique d'une idéologie du développement centrée sur le court terme, qui explique le nombre élevé d'accidents du travail dans le secteur, et révélatrice du fonctionnement de l'économie politique du pays. »

Pour le comprendre, il faut remonter au début des années 2000. Plus précisément, au 17 août 1999, date à

“

A Erzin, dont le maire est connu pour son application stricte des règles d'urbanisme, il n'y a eu ni mort ni blessé

laquelle la Turquie a connu son dernier séisme d'ampleur, à Izmit, près d'Istanbul. « Cette catastrophe dans la région industrialisée de Marmara a réveillé la société civile turque qui s'est rapidement mobilisée pour dénoncer une gestion désordonnée par le gouvernement de l'époque, rappelle Yoann Morvan. C'est notamment sur ce terreau, en opposition au régime en place, que Recep Tayyip Erdogan a forgé son image d'homme intègre, responsable et efficace qui l'a conduit au poste de Premier ministre, en 2003. »

DÉTRICOTAGE

Paradoxalement, c'est aussi l'actuel président et son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement), qui, en deux décennies d'exercice du pouvoir, ont vidé petit à petit de leur substance les dispositions prises après 1999 pour améliorer la résistance du pays au mouvement des

failles qui le traversent. Ainsi de la taxe antisismique qui a pris la forme à la fois de suppléments d'impôts sur les sociétés, les revenus ou le foncier, et surtout d'un nouvel impôt sur toutes les ventes de téléphones portables et leur usage : « De 2000 à 2022, elle a rapporté au total, exprimé au taux de change du dollar de chaque année, 38 milliards de dollars, détaille Ahmet Insel, politologue et auteur de *La nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve à la dérive autoritaire* (La Découverte, 2017). Mais cet argent n'a pas été utilisé à bon escient. Plutôt que de prévenir les effets des tremblements de terre, il a alimenté la course à la construction menée par Erdogan depuis son accession au pouvoir. »

Aujourd'hui, les secteurs de la construction et de l'immobilier représentent, ensemble, approximativement 12 % du produit intérieur brut (PIB) turc. Ils constituent ainsi un levier important pour stimuler la croissance du pays. « Une partie des constructeurs turcs exportent également leurs matériaux et leurs services, principalement vers la Communauté des Etats indépendants, qui rassemble certains pays de l'ex-URSS, ainsi que vers l'Union européenne et le Moyen-Orient. Fin 2022, ils avaient 11 000 projets en cours dans 133 pays, pour une valeur de 470 milliards de dollars environ, détaille Seltem Iyigun, économiste chez l'assureur-crédit Coface et spécialiste de la Turquie. Toutefois, l'image d'une économie dopée uniquement

à la construction de logements et d'infrastructures ou de bâtiments publics est fautive. La croissance turque repose aussi sur un secteur manufacturier diversifié, qui représente 20 % du PIB. »

Le président turc et son parti accordent cependant une attention particulière au secteur de la construction pour une raison plus politique. « La géographie n'a pas doté la Turquie de ressources naturelles qui permettraient la distribution d'une rente extractive par le pouvoir, décrit Ahmet Insel. Dans ces conditions, le moyen le plus efficace pour instaurer des relations clientélistes a été de créer une rente foncière et urbaine. » Les cinq plus gros promoteurs du pays, dits « la bande des cinq » et devenus la garde rapprochée d'Erdogan, en sont les principaux bénéficiaires, auxquels s'ajoutent entre autres un vaste réseau d'entrepreneurs et de promoteurs ainsi que des propriétaires fonciers, qui peuvent être aussi bien des personnes physiques que des municipalités. Ces dernières, en conséquence, ont intérêt à être peu scrupuleuses pour octroyer des permis sur leur territoire et vérifier le respect des normes de construction, pourtant renforcées suite au séisme de 1999.

« Dans le cadre de la politique de transformation urbaine conduite depuis 2005, le risque sismique a été utilisé pour justifier la destruction du bâti existant, notamment des logements sans étages construits

en matériaux légers, explique également Jean-François Pérouse. Sauf que ces derniers étaient en réalité beaucoup moins dangereux que ceux qui ont été reconstruits par la suite. »

DÉSASTREUSES AMNISTIES

Les élus de l'AKP ne sont pas les seuls à avoir participé à ce système dont les conséquences apparaissent aujourd'hui au grand jour. « Cela dit, l'opposition vient de montrer qu'elle a fait preuve de plus de rigueur dans les municipalités qu'elle contrôle », explique le géographe. C'est le cas surtout à Erzin, où aucun mort ni blessé n'a été comptabilisé. Dans cette petite ville de 50 000 habitants située à proximité de l'épicentre du séisme, le maire, membre du principal parti d'opposition à Erdogan (le Parti républicain du peuple, CHP), est connu pour son application stricte des règles d'urbanisme et sa chasse aux constructions illégales.

La posture n'est pourtant pas aisée à tenir car les constructions illégales sont encouragées par le pouvoir au travers des « amnisties » déployées à échéances régulières. Leur objectif : régulariser la situation des occupants de ces constructions en leur accordant un titre de propriété moyennant le paiement d'une amende pour renflouer les caisses de l'Etat. « Les amnisties accroissent le sentiment d'impunité dont jouissent les promoteurs et bénéficient à un certain nombre d'électeurs redevables qui n'ont pas intérêt à ce que le système change », insiste Yoann Morvan.

La première amnistie du mandat d'Erdogan fut votée au Parlement en 2003. D'autres ont suivi. « La dernière, et la plus importante, a été votée quelques semaines avant les élections présidentielle et législatives de juin 2018. Elle a régularisé le statut d'environ 3 millions de constructions illégales », raconte Ahmet Insel. Une nouvelle proposition d'amnistie avait été déposée par le gouvernement il y a quelques semaines, dans l'optique de l'élection présidentielle qui

“

[Depuis 2013], il revient aux promoteurs de choisir les entreprises privées qui certifieront leur bâtiment”

YOANN MORVAN, anthropologue

LA FIN D'UN MIRACLE ÉCONOMIQUE

Après vingt années passées au pouvoir, l'heure du bilan économique de l'AKP a sonné. Entre 2002 et 2012, qualifiées par certains de « dix glorieuses » pour la Turquie, la croissance est forte, tirée à la fois par un afflux de capitaux étrangers, des investissements dans le secteur de la construction et une consommation dynamique des ménages.

« En 2013, après la contestation du parc Gezi à Istanbul, et encore davantage après le coup d'Etat manqué de 2016, débute une répression de la presse et des figures d'opposition, décrit Yoann Morvan, anthropologue. Sur le plan économique, Erdogan commence également sa croisade contre les agences de notation internationales qui, estime-t-il, pénalisent son pays. Il largue alors les amarres d'une politique orthodoxe sur le plan monétaire. »

Pourtant, « dans une perspective de rapprochement avec l'Union européenne, l'AKP s'était engagée, lors de sa première décennie

au pouvoir, dans des réformes visant à affranchir les institutions économiques et financières de la tutelle politique, faisant notamment de la banque centrale une institution indépendante », remet en perspective Deniz Unal, économiste au Cepii et spécialiste de la Turquie. Revenue sous la coupe du politique après la nomination

d'un nouveau gouverneur à sa tête en 2016, l'institution maintient depuis ses taux d'intérêt faibles, même si l'inflation dépasse les 50 % dans le pays. Politique qu'Erdogan justifie par des raisons religieuses : l'islam interdit les taux d'intérêt et l'usure. En réalité, l'accès à des taux bas permet surtout aux entreprises

du bâtiment de continuer à construire à faible coût. Mais cette politique ne suffit pas à compenser la fuite des capitaux étrangers observée depuis 2013, d'abord en lien avec la remontée des taux d'intérêt dans les principales économies occidentales, puis avec la reprise en main de l'économie par le régime. Résultat, la richesse par habitant est en baisse depuis dix ans. « Progressivement, les personnes à la tête des institutions de régulation se sont retrouvées inféodées à l'exécutif, et au président de la République en particulier. Ces institutions, jadis indépendantes, ont également été vidées de leur personnel compétent, explique Deniz Unal. L'économie turque paie aujourd'hui le prix fort de cette désinstitutionnalisation généralisée de la gouvernance du pays. » Le secteur de la construction n'a pas échappé à cette logique et, à travers le séisme, illustre aujourd'hui les dangers concrets d'un fonctionnement de plus en plus centralisé et autoritaire.

Produit intérieur brut par habitant en Turquie, en dollars

Source : Banque mondiale



se déroulera les 14 et 28 mai prochain. Elle restera a priori dans les tiroirs.

A ce clientélisme endémique s'ajoute, depuis 2013, la mise sur le banc de touche de contre-pouvoirs essentiels dans le domaine de la construction. Cette année-là, naît un mouvement protestataire initialement conduit par des opposants à la destruction du parc Gezi, en plein centre d'Istanbul, et à son remplacement par un centre commercial. « La chambre des ingénieurs et des architectes de Turquie, très active dans la mobilisation, s'est alors vu retirer son monopole sur le contrôle technique des normes, rappelle

Yoann Morvan. Leur vérification est dès lors devenue incestueuse, car il revient désormais aux promoteurs de choisir ceux qui certifieront leur bâtiment. » Pour conserver leurs clients, les entreprises ou architectes sollicités n'ont pas intérêt à se montrer trop regardants.

RECONSTRUIRE VITE, TRÈS VITE

« Lors du récent séisme, le nombre de bâtiments effondrés ou inutilisables s'élève à 300 000, ce qui correspond à presque un million de logements », détaille Seltem Iyigun. Erdogan a promis d'en reconstruire un tiers dans le courant de l'année,

et assuré fin mars que 67 000 logements étaient déjà en cours d'édification. Le cap est donné : il faut reconstruire vite, très vite. Mais à quel prix ? Au sein de l'Alliance de la nation, la principale coalition d'opposition à Erdogan, plusieurs approches ont émergé suite au séisme. Kemal Kılıçdaroğlu, candidat à la présidentielle face à Erdogan, dénonce, à travers le séisme, l'incurie du président et de ses bureaucrates. Meral Aksener, la dirigeante de l'İYİ, un parti nationaliste de droite également membre de l'Alliance, a été plus silencieuse et refuse au contraire de faire du séisme un sujet politique. ■